

La Syrie toujours occupée



[Article paru dans la [Revue d'Histoire Européenne](#)]

La guerre qui a ravagé la Syrie depuis 2011 a vu la victoire des Syriens et de son dirigeant, Bachar el-Assad. Ce dénouement n'a été possible que grâce à l'aide des alliés chiites (le Hezbollah libanais et l'Iran) puis de la Russie dont l'intervention fut décisive.

Les islamistes furent vaincus, malgré le soutien massif de l'occident, de la Turquie, du Qatar ou de l'Arabie Saoudite, mais la Syrie est aujourd'hui détruite et ruinée.

Si Damas, peu touché par la guerre qui s'arrêta à ses portes, peut faire illusion, Alep, Hama, Homs et bien d'autres villes sont dévastées. Il est poignant de parcourir les rues d'Alep qui fut la plus belle cité de Syrie et dont la reconstruction exigerait des sommes considérables.

Mais l'Amérique veille et ne pardonnera jamais à la Syrie d'avoir contrecarré ses plans, avec l'appui russe de surcroît. Alors les sanctions écrasent le pays, réduisant son peuple à la misère sans que cela n'émeuve en quoi que ce soit les Européens, alignés sur Washington. Nous avons l'habitude. Certes à la suite du dramatique tremblement de terre qui a touché le nord-ouest de la Syrie, les sanctions ont été levées pour quelques semaines, sous la pression des organisations humanitaires internationales. Gageons que l'administration Biden n'oubliera pas de remettre en vigueur sa chappe de plomb dès le délai atteint. Cela coûte cher de s'opposer à l'Empire.

En plus des sanctions, les Américains ont décidé d'occuper une partie du pays. Plus de 900 soldats stationnent dans le nord-est de la Syrie. Ce territoire est géré par les Kurdes, alliés des Etats-Unis dans la lutte contre Daech. Coïncidence : c'est là que sont concentrés les gisements de gaz et de pétrole qui sont ainsi confisqués et offerts aux Kurdes. Tout cela est contraire au droit international mais nous savons que ce dernier fonctionne à des vitesses très variables.

De plus les Américains ont installé une base dans le sud, le long de la frontière jordanienne. Plusieurs centaines d'hommes y sont stationnés et encadrent d'anciens combattants islamistes, reconvertis en rebelles modérés. Un voile pudique couvre ce camp d'al-Tanf dont personne ne parle.

A chaque fois que l'armée syrienne s'est approchée d'un peu trop près de cette base ou des positions kurdes dans le nord-est, l'aviation américaine est brutalement intervenue.

Les Kurdes quant à eux ont saisi l'occasion de cette guerre pour s'émanciper du gouvernement syrien même s'ils habitent sur ses terres. Ils ont tenté, avec la bénédiction américaine, de créer un territoire autonome dans le nord, le long de la frontière turque. L'armée syrienne, trop affaiblie, a laissé faire.

Mais la Turquie n'a pas accepté cette situation. Sa relation avec les Kurdes est ancienne et complexe. Ils ont souvent été utilisés comme supplétifs des basses œuvres, comme pendant le génocide arménien. Rappelons à ce propos une vérité gênante : beaucoup de maisons habitées par les Kurdes en Turquie l'étaient auparavant par des Arméniens qu'ils ont assassinés.

Erdogan a fait de la lutte contre les Kurdes, et plus particulièrement de son bras armé clandestin, le PKK, un des piliers de sa politique islamo-nationaliste. Ce ne fut donc pas une surprise lorsqu'il décida de mener coup sur coup trois opérations militaires à Al-Bab en 2016, Afrin en 2018 et près de Raïs Al-Aïn en 2019. Les Américains, désireux de ne pas se fâcher avec un allié stratégique, fermèrent les yeux et abandonnèrent leurs alliés, ce qui est une vieille tradition chez eux. Les Russes laissèrent faire également : ils n'étaient pas alliés des Kurdes et ne voulaient pas entrer en confrontation avec la Turquie pour eux. Mais ce sont les Russes qui ont dit à Erdogan d'arrêter son armée alors que nul ne savait jusqu'où il voulait aller.

Aujourd'hui le territoire kurde, appelé la Rojava, est donc tronçonné et l'armée turque y campe, aidée de milices syriennes islamistes qu'elle a embauchées.

Le dernier territoire syrien occupé est la poche d'Idleb au nord-ouest. Cette région fut pendant la guerre le réceptacle des islamistes envoyés là après leur reddition. Les Syriens n'étaient guère favorables à ce scénario que les Russes imposèrent : en garantissant la vie sauve aux islamistes puis l'exil vers Idleb avec leurs familles, ils accélérèrent la fin de la guerre.

Erdogan et Poutine se mirent d'accord sur le maintien de la mainmise turque sur la région, en échange de la mise au pas des milices islamistes. La promesse ne fut pas tenue et aujourd'hui l'ex front al-Nosra, rebaptisé Hayat Tharir al-Cham, règne sur une partie substantielle de la région.

Ce sombre tableau est toutefois tempéré par quelques bonnes nouvelles : la Grèce, la Serbie, Chypre et la Hongrie ont rouvert leurs ambassades tandis que l'Egypte et les Emirats Arabes Unis font pression pour un retour de la Syrie dans la Ligue arabe. Mais c'est peu de choses eu égard à la misère qui frappe le peuple syrien.

L'islamisme a été vaincu mais la Syrie paye cher cette victoire.

Antoine de Lacoste